
Rencontre FTQ-Fonds :

Le développement socio-économique
local et régional : bilan et perspectives

**« Une économie québécoise forte passe par
une économie locale et régionale vigoureuse »**

**Allocution de M. Pierre Genest,
Président-directeur général
Fonds de solidarité FTQ**

Le 12 février 2004

Salutations d'usage

M. René Roy, secrétaire général de la FTQ
et secrétaire du C.A. du Fonds de solidarité,
Mme Diane Raymond, vice-présidente de la FTQ,
Organisateurs de la Rencontre,
Cher amis,
Bonjour,

Je suis content de me retrouver parmi vous aujourd'hui. Très content même. Et je vous remercie de l'invitation.

J'ai eu la chance de rencontrer un bon nombre d'entre vous, lors de tournées dans les régions, lors d'annonces d'investissements régionaux et lors d'événements qui regroupaient les RL également. Mais je pense que c'est la première fois que je vous rencontre tous ensemble. C'est plus impressionnant, je dois dire!

Puisque je n'ai pas souvent l'occasion de rencontrer les militantes et les militants de la FTQ, je préfère parler moins longtemps et prendre plus de temps pour discuter, échanger avec vous et répondre à vos questions. Pas de présentation Power Point aujourd'hui!

Le développement socio-économique local et régional, vous le savez, nous l'avons à cœur à la FTQ et au Fonds. C'est une préoccupation constante, que ce soit pour Henri Massé, René Roy, Éleine Zakaïb, que nous venons de libérer pour s'occuper des régions, ou pour moi-même. C'est aussi une préoccupation aussi pour tous les directeurs des fonds régionaux, les représentants des SOLIDE et SOLIDEQ. J'en profite d'ailleurs pour saluer Jean-René Laforest, le directeur général de SOLIDEQ, qui est avec nous aujourd'hui, et pour remercier tous les représentants et les représentantes de la FTQ qui siègent aux conseils d'administration des fonds régionaux et des SOLIDE.

Nous travaillons tous régulièrement au développement économique régional. Et nous y travaillons encore plus en ce moment parce que, comme vous le savez, le gouvernement du Québec mène une réflexion sur toute la question du rôle de l'État québécois dans le capital de risque, dans le capital de développement.

Nous pensons que le gouvernement met la charrue avant les bœufs; ils prennent des décisions, notamment par l'adoption succincte de la loi 34, qui ont pour effet de démobiliser les forces vives des régions.

Il faudrait d'abord, d'après nous, consulter, définir des orientations et des mandats pour chacune des régions avant de changer les structures.

La mission du Fonds, vous le savez, comprend un volet économique :

- créer, maintenir et sauvegarder des emplois;
- stimuler l'économie du Québec;
- et faire des investissements stratégiques.

Mais elle comprend aussi un volet socio-économique important, qui est de :

- faire de la formation économique en entreprise;
- et d'encourager l'épargne pour la retraite.

Il n'existe pas de missions différentes pour Québec, Montréal et le reste du Québec.

Dès le départ, il était très clair pour nous que le Fonds tenait et devait jouer ce rôle *partout* au Québec.

Il n'y aura pas de Québec économiquement fort si les régions ne sont pas économiquement vigoureuses et en développement.

Le Fonds de solidarité FTQ est un outil de développement économique dans toutes les régions du Québec. Nous ne pouvons pas le faire sans vous. Et nous sommes convaincus que les décisions doivent être prises dans les régions.

Nous ne pensons pas que le développement régional interpelle seulement les élus locaux et les entreprises. Il ne faut pas faire table rase des années d'une concertation fructueuse entre les entreprises, les syndicats, les groupes communautaires, le milieu de l'éducation, et j'en passe. C'est inacceptable.

L'automne dernier, vous le savez, nous avons dû effectuer une réorganisation des fonds régionaux. Pourquoi? Entre autres, parce que nous nous dirigeons vers des pertes de 10 millions \$ par année dans nos fonds régionaux.

Après avoir consulté toutes les régions, deux possibilités s'offraient à nous :

1) Baisser les coûts de façon drastique : fermer des fonds régionaux, fermer des locaux, centraliser, travailler dans trois ou quatre grandes régions; 2) Travailler à l'accroissement de nos investissements en région pour être capables de supporter nos coûts.

La décision a été facile à prendre parce que nous croyons que les régions doivent être impliquées dans leur développement. Nous avons donc conservé les 16 fonds régionaux et les 16 locaux, avec le personnel administratif, le personnel qualifié et professionnel dans ces 16 locaux. Le service aux actionnaires a évidemment été maintenu partout également.

Chaque fonds régional conserve son conseil d'administration, qui est responsable de ses investissements.

La clause du Fonds sur la formation et celle dite des 250 \$ ont été simplifiées, allégées pour aider les Fonds régionaux à faire des investissements.

Nous allons développer des processus d'investissement sous forme de prêts, qui vont être flexibles et rapides, encore là pour aider le développement des affaires.

Nous avons un nouveau commandité pour les 16 fonds. C'est Éleine Zakaïb, une gestionnaire très senior du secteur des Investissements du Fonds, que nous avons libérée et qui en assume la responsabilité. Éleine travaille avec les huit directeurs régionaux, en concertation, pour développer les régions.

Il n'est pas question d'affaiblir la présence du Fonds en région.

Mais nous espérons que nous ne serons pas seuls. Le Rapport Brunet recommande un retrait massif du gouvernement du capital de risque en région. Il recommande la disparition des Innovatech, notamment. Il suggère de remplacer les intervenants actuels par les FIR (Fonds d'initiatives régionales). Ces fonds feraient appel à du financement auprès des grandes entreprises, des caisses de retraite et des grandes fortunes.

Or, le Québec ce n'est pas les États-Unis. Les grandes fortunes et les grandes entreprises sont plutôt rares. Je n'en connais pas beaucoup! Des caisses de retraite – ça c'est un milieu que je connais bien –, il en existe que 21 au Québec ayant plus d'un milliard d'actifs et cinq d'entre elles sont gérées par la Caisse de dépôt et placement qui s'est déjà retirée des régions.

Souhaitons que le gouvernement du Québec prenne le temps d'analyser sérieusement toutes les conséquences des choix qu'il fera.

La question du rôle de l'État québécois dans le capital de risque est complexe.

Le développement local et régional passe, bien sûr, par le financement d'entreprises, mais il passe aussi par la répartition équitable des emplois publics, par la formation en milieu de travail, par la création d'emplois en région pour mettre fin, notamment, à l'exode des jeunes.

La FTQ et le Fonds vont déposer un Mémoire devant la Commission des finances publiques à la fin février. Soyez assurés que nous insisterons grandement sur l'importance du développement local et régional.

Laissez-moi maintenant vous parler quelques minutes de ma vision de l'économie et du développement économique du Québec.

Il y a une étude qui a été faite sur 14 états américains et deux provinces canadiennes qui compare les PIB per capita et, malheureusement, le Québec se situe dernier, au 16^e rang.

Selon une étude de la Banque Royale, nos petites, nos moyennes et nos grandes entreprises ne sont pas moins productives que les petites, les moyennes et les grandes entreprises de nos voisins de l'Ontario ou de nos voisins du sud des États-Unis. La raison pour laquelle notre PIB per capita est plus bas, c'est que nos PME sont petites et que notre proportion de PME par rapport aux grandes entreprises est beaucoup moins grande au Québec qu'aux États-Unis et qu'en Ontario.

En conclusion : nos PME sont petites et elles ont de la difficulté à grandir.

Quelques-unes des raisons qui expliquent ces difficultés sont : le manque de capitalisation de nos PME, le manque d'équipes de direction efficaces et diversifiées et le manque de main-d'œuvre spécialisée.

Sur le plan de la capitalisation, les entrepreneurs québécois et canadiens sont très frileux en ce qui a trait à l'ouverture de leur capital à des investisseurs étrangers, et ce, contrairement aux américains qui ouvrent leur capital pour faire grandir leurs entreprises le plus vite possible, pour la rendre publique et souvent pour la vendre et recommencer à investir dans une autre entreprise.

Nos entrepreneurs espèrent céder leur entreprise à leurs enfants, tandis que les américains aiment mieux donner de l'argent à leurs enfants.

Pour ce qui est de l'équipe de direction, il arrive souvent qu'elles ne sont pas suffisamment diversifiées. Nous y retrouvons seulement des techniciens et des professionnels, alors qu'elle devrait également être composée de gestionnaires en finances, de gens de marketing et de développement.

On en parle beaucoup et vous le savez : il va y avoir une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Les solutions pour combler ce manque sont : une plus grande formation en entreprise, une formation de base complète dans les écoles et il va falloir, de plus en plus, aller chercher des immigrants qualifiés. Il faudra également garder nos employés plus âgés, ceux qui le désirent, bien sûr, et qui en sont capables.

Le problème de la main-d'œuvre qualifiée va être encore plus grand en région.

L'attrait des grands centres est indéniable pour les jeunes, qui souhaitent aller y étudier et s'y établir.

Il faut plus de travail dans les régions. Il faut y faire de la deuxième et de la troisième transformation. C'est la seule façon de garder nos jeunes et notre monde en région.

Je vous disais tout à l'heure que nos PME sont petites, qu'elles ont de la difficulté à grandir. Or, ce sont les entreprises de 200 employés et + qui créent la richesse.

Elles ne représentent pourtant que 12 % de l'ensemble de nos entreprises manufacturières au Québec. Elles fournissent 54 % des emplois à la production, payent 64 % des salaires, produisent 70 % des expéditions manufacturières et sont responsables de 86 % de l'ensemble des exportations.

Il faut travailler fort, autant à Québec, à Montréal, que dans les régions pour faire croître nos entreprises. Vous pouvez nous aider. Vous connaissez des entreprises qui pourraient être en croissance si elles avaient des capitaux disponibles. Aidez-nous à créer des alliances sur le terrain.

Parlons maintenant de nos exportations : 85 % de nos exportations se font aux États-Unis. Or, les américains connaissent actuellement des déficits fiscaux historiques, des déficits commerciaux très élevés. Ils achètent beaucoup plus de produits à l'extérieur qu'ils en exportent. Et, une nouveauté, ils ont maintenant un déficit de la balance de paiements. Avant, les américains étaient investisseurs à l'étranger; ils recevaient des intérêts et des dividendes. Mais maintenant, ils sont des emprunteurs à l'étranger : ils paient des intérêts et des dividendes et, pour la première fois, les États-Unis ont des déficits de la balance des paiements.

Donc, il doivent emprunter à l'extérieur pour combler leurs déficits fiscaux. Une des conséquence de cette situation, c'est la baisse du dollar américain. Et, s'ils continuent à faire ce qu'ils font, le dollar américain lui aussi continuer à baisser.

Ce qui arrive, c'est que, une bonne journée, la baisse du dollar cause des augmentations du taux d'inflation et des augmentations des taux d'intérêt. Et lorsque nous sommes dans une telle conjoncture, normalement, nous connaissons une récession ou encore un très difficile ralentissement.

Les États-Unis ont d'autres problèmes. Ils ont un problème de Wall-Mart... qui représente 1 % du PIB américain et 10 % de ses importations. Wall-Mart crée des déficits commerciaux importants.

Il y a aussi des fournisseurs nouveaux pour les États-Unis qui sont la Chine, l'Inde et plusieurs autres pays, où les américains sont en train d'exporter des emplois.

Il va donc falloir une diversification de nos exportations. Il va falloir de plus en plus exporter en Europe. L'euro est très fort, va demeurer fort et peut-être même s'améliorer, alors nos produits seront très intéressants pour les européens.

La Chine et l'Inde en se développant vont également devenir des marchés d'exportation pour nous; des marchés extraordinaires pour nos PME et nos grandes entreprises au cours des prochaines années. Il faut y travailler maintenant.

Il faudra aussi être compétitifs et faire des investissements dans la machinerie et dans la technologie; c'est plus facile quand le dollar canadien est fort.

Il faudra faire preuve d'innovation; faire des choses difficilement copiables.

Nous devons également changer notre style de leadership pour exercer un leadership plus ouvert, plus décentralisé.

Le Fonds a su innover dans ce sens avec la formation économique qu'il offre aux travailleuses et aux travailleurs en entreprise. J'ai des exemples de dirigeants d'entreprises – pourtant très différentes l'une de l'autre – comme SSQ, SNF (Société nationale de la ferraille) et RD Tech, qui ont demandé, une fois que la formation avait commencé à être donnée dans leur entreprise, qu'elle soit donnée à l'ensemble de leurs employés.

Les entreprises doivent, de plus, être écologiques, socialement responsables, éthiques et elles doivent respecter le droit d'association.

Vous voyez que nous ne manquons pas de défis!

Par contre, ce qui est encourageant, c'est que – ensemble – nous faisons partie de la solution.

Nous aurons l'occasion de nous reparler de tout ça lors d'une tournée que je prévois faire à partir de l'automne prochain. Je visiterai l'ensemble des 16 régions du Québec.

Merci encore de l'invitation et bonne fin de rencontre.